



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFET DU NORD

Préfecture du Nord

Direction de la Coordination
des Politiques Interministérielles

Bureau des installations classées
pour la protection de l'environnement

Réf : DCPI-BICPE/IG

**Arrêté préfectoral imposant à la société RHODIA
OPÉRATIONS SAS des prescriptions complémentaires
pour la première phase de remise en état de la zone
dite « organique » de son établissement situé à
SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE**

Le Préfet de la région Hauts-de-France
Préfet du Nord
Officier de la légion d'Honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement et ses livres I, II et V, en particulier ses articles L.511-1, R181-45 et R.512-39-1 à R.512-39-5 ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration, et notamment son article L411-2 ;

Vu le décret du 21 avril 2016 portant nomination du préfet de la région Nord - Pas-de-Calais – Picardie, préfet de la zone de défense et de sécurité Nord, Préfet du Nord, M. Michel LALANDE ;

Vu le décret n° 2016-1265 du 28 septembre 2016 portant fixation du nom et du chef-lieu de la région des Hauts-de-France ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2017 portant délégation de signature à M. Olivier GINEZ, en qualité de secrétaire général adjoint de la préfecture du Nord ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 septembre 2007 imposant à la société RHODIA OPÉRATIONS SAS des prescriptions complémentaires pour la cessation d'activité de son établissement situé à SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE ;

Vu l'arrêté préfectoral du 19 novembre 2007 imposant à la société RHODIA OPÉRATIONS SAS des prescriptions complémentaires pour la cessation d'activité de son établissement situé au 69, rue Félix Faure à SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE (59350) ;

Vu la procédure de consultation effectuée en vue de déterminer l'usage futur du site de l'installation et en particulier le courrier de Monsieur le Préfet du Nord en date du 13 juillet 2007 ;

Vu le plan de gestion référencé LIL-RAP-15-01398F de la société URS, daté du 8 septembre 2016 ;

Vu la note technique référencée FRSOLSA001-M2V2 de la société RAMBOLL ENVIRON, datée du 10 avril 2017 ;

Vu le rapport du 5 mai 2017 du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'avis favorable émis par le conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques du Nord lors de sa séance du 19 juin 2017 ;

Vu la transmission du projet d'arrêté préfectoral à l'exploitant le 22 juin 2017 ;

Vu les observations formulées par l'exploitant le 5 juillet 2017 sur le projet d'arrêté susvisé ;

Considérant que la société RHODIA OPÉRATIONS SAS a exploité des installations classées relevant du régime de l'autorisation sur le site de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE ;

Considérant que le terrain de ces installations classées présente une pollution des sols par des hydrocarbures, du toluène, du dinitrotoluène, de l'orthodichlorobenzène, et éventuellement d'autres composés parents ;

Considérant que l'exploitant doit placer le site de l'installation dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement et qu'il permette un usage futur de type industriel ;

Considérant les éléments techniques mis à disposition de l'inspection des installations classées, et notamment les éléments suivants :

- la définition des principales zones sources potentielles de pollution (zones A à E) et leurs caractéristiques ;
- le descriptif des travaux et études envisagés au droit des zones A à E ;
- la nécessité de mettre en œuvre les mesures de gestion sur la base d'un bilan coûts-avantages ;
- la nécessité de réaliser une Analyse des Risques Résiduels à l'issue des travaux ;
- la nécessité de mettre en place une surveillance de la qualité des eaux souterraines au droit du site à une fréquence semestrielle, sur une durée minimale de quatre ans ;
- la nécessité de mettre en place des servitudes d'utilité publique ou des restrictions d'usages ;

Considérant que la zone dite « organique » de l'ancien site de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE peut faire l'objet d'une remise en état partielle, divisée en deux phases distinctes :

- une première phase concernant les zones sources B, C et D (partie sud-ouest de la zone « organique ») ;
- une seconde phase concernant les zones A et E (partie Nord-Est de la zone « organique ») ;

Considérant qu'il est nécessaire d'imposer à l'exploitant des prescriptions complémentaires pour la remise en état de son site de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE ;

ARRÊTE

Article 1^{er} - Objet

La société RHODIA OPÉRATIONS SAS, dont le siège social est situé 25, rue de Clichy à PARIS (75009) – et ci-après dénommée l'exploitant, est tenue de respecter les dispositions du présent arrêté pour la cessation d'activité et la remise en état de son site situé au 69 rue Félix Faure à SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE (59350).

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent au terrain d'assiette de l'installation autorisée ainsi qu'aux terrains extérieurs éventuellement affectés par une pollution en provenance de celui-ci.

Article 2 - Dossier de suivi

L'exploitant constitue un dossier spécifique contenant l'ensemble des pièces justificatives des travaux demandés par le présent arrêté.

Le dossier de suivi est à disposition de l'inspection des installations classées.

Par ailleurs, l'exploitant adresse une copie du dossier de suivi à l'inspection des installations classées à tout moment, sur simple demande de celle-ci.

Article 3 - Découpage parcellaire

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, dans le délai mentionné à l'article 9 du présent arrêté, un plan reprenant le nouveau découpage parcellaire ainsi que les numéros des parcelles enregistrées de la zone dite « organique » du site de Saint-André-lez-Lille.

L'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté du plan comprenant le nouveau découpage parcellaire, les nouveaux numéros des parcelles, ainsi que les justificatifs d'enregistrement de ce nouveau découpage.

Article 4 - Mesures de gestion des sols

Les mesures de gestion des sols du présent arrêté concernent la première phase de traitement de la zone dite « organique ». Sur la base des stratégies définies dans le plan de gestion et les études susvisés, l'exploitant excave les sources sols de pollution définies dans lesdits plan de gestion et études, et situées au droit des zones :

- B (proximité du caniveau des eaux résiduaires),
- C (proximité du stockage journalier de toluène),
- D (située au sud du caniveau de la chaîne de fabrication de toluène di-isocyanate).

Les terres excavées des sources sols de pollution au droit des zones B, C et D sont éliminées dans une filière dûment autorisée. L'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté des bordereaux de suivi de déchets dûment complétés par le destinataire autorisé et le transporteur dans le mois suivant la réception des bordereaux.

L'exploitant réalise un échantillonnage des bords et fonds de fouille afin de valider l'atteinte des objectifs de réhabilitation (à savoir ceux prévus dans le plan de gestion susvisé, ou à défaut de pouvoir les atteindre, ceux qui seraient nécessaires pour atteindre des niveaux de risques acceptables pour les usagers du site tels qu'établis par l'analyse des risques résiduels prévue à l'article 5), et gère, conformément à la réglementation en vigueur, les eaux de fond de fouille.

Des matériaux (terre, remblais) stockés au droit de l'ancien terrain de football peuvent être réutilisés en comblement des excavations, sous condition que ces matériaux réutilisés aient fait l'objet d'analyses démontrant qu'ils ne sont pas susceptibles de dégrader la qualité des eaux souterraines.

À la fin des opérations d'excavation et de remblaiement, l'exploitant réalise des prélèvements en quantité suffisante pour caractériser la pollution résiduelle des sols.

Dans un délai de trois mois suivant la fin des travaux, l'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté de l'ensemble des résultats des analyses permettant de justifier la fin des opérations pour les zones B, C et D, sur la base d'un usage futur de type industriel et de l'analyse des risques résiduels prévue à l'article 5 du présent arrêté.

Article 5 - Analyse des risques résiduels

À la fin des opérations prévues à l'article 4 du présent arrêté, l'exploitant mène une démarche d'analyse des risques résiduels conforme à la méthodologie de gestion des sites et sols pollués, précisée dans les textes ministériels du 8 février 2007.

Cette démarche est menée selon un processus itératif : l'article 4 du présent arrêté ne pourra être considéré comme pleinement exécuté que si l'analyse des risques résiduels montre des niveaux de risques acceptables pour les usagers du site et pour les eaux souterraines, compte tenu de l'usage futur de type industriel du site et, le cas échéant, des restrictions d'usage instaurées en application de l'article 8 du présent arrêté.

L'analyse des risques résiduels finale est transmise à l'inspection des installations classées dans le délai mentionné à l'article 9 du présent arrêté.

Article 6 - Surveillance des eaux souterraines

Article 6.1 – Constitution des réseaux

L'exploitant met en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines de la nappe des alluvions de la Deûle et des sables d'Ostricourt.

Le réseau piézométrique sera constitué d'un nombre de piézomètres suffisant pour caractériser l'impact éventuel du site, sur le site et à l'extérieur. La définition du nombre de piézomètres surveillant la nappe des alluvions de la Deûle et des sables d'Ostricourt, et leur implantation, est faite sur la base d'une étude hydrogéologique, validée par un hydrogéologue agréé.

Les piézomètres existants, dès lors qu'ils seront en bon état et répondent aux caractéristiques définies par le présent arrêté, peuvent être utilisés dans le cadre de la constitution du réseau.

L'exploitant fait procéder, par une société compétente, au rebouchage dans les règles de l'art des forages et piézomètres qui ne seront pas utilisés dans le cadre des réseaux de surveillance piézométrique. L'exploitant justifie du comblement des piézomètres non utilisés et des forages dont il a la charge par la transmission à l'inspection des installations classées des certificats de rebouchage fournis par ladite société, dans le mois suivant les interventions.

Les piézomètres doivent faire l'objet d'un nivellement NGF des têtes. L'étanchéité des têtes doit être assurée. La tête du piézomètre doit se trouver dans un avant-puits maçonné ou tubé étanche de manière à éviter toute infiltration d'eau stagnante ou de suintement. Toutes dispositions seront prises pour signaler

efficacement ces ouvrages de surveillance et les maintenir en bon état. Le déplacement éventuel d'un piézomètre ne pourra se faire qu'avec l'accord de l'inspection des installations classées.

Article 6.2 – Surveillance et analyse des eaux souterraines

Deux fois par an, en période de basses et de hautes eaux, des prélèvements seront réalisés dans les piézomètres du réseau défini à l'article 6.1. Les hauteurs d'eau (niveau statique) seront relevées lors de chaque prélèvement.

Les paramètres à analyser sont :

- pH ;
- conductivité ;
- HCT (hydrocarbures totaux) ;
- BTEX (Benzène, Toluène, Éthylbenzène, Xylène) ;
- ODCB (Orthodichlorobenzène) ;
- DNT (dinitrotoluène) ;
- COHV (composés organiques halogénés volatils) dont PCE et ses produits de dégradation (TCE, cis-DCE, chlorure de vinyle) ;
- PCB ;
- Fluorures ;
- Sulfates.

Article 6.3 – Transmission des résultats

Les résultats des mesures prescrites ci-dessus doivent être transmis à l'inspection des installations classées au plus tard trois mois après leur réalisation.

Les résultats doivent être accompagnés de représentations graphiques et commentés. Les évolutions doivent être décrites et interprétées.

Article 6.4 – Modification ou fin de la surveillance

Quatre ans après la première campagne de mesure consécutive à la fin des travaux prévus à l'article 4 du présent arrêté, et ensuite à minima tous les quatre ans, l'exploitant transmet au Préfet un bilan des résultats de la surveillance des eaux souterraines.

Ce bilan peut proposer des modifications du programme de mesures (paramètres à contrôler, fréquence des contrôles, ...) voire une suppression de la surveillance de la nappe, dès lors qu'il sera établi que l'ensemble des paramètres surveillés a atteint des seuils et un niveau de risque acceptables. Ces propositions seront examinées par l'inspection des installations classées.

Article 7 - Précautions particulières durant les travaux dans les zones polluées

Article 7.1 – Dispositions d'hygiène et de sécurité

Lors des travaux d'excavation concernant des zones polluées, des précautions doivent être prises pour éviter le contact avec les sols pollués et notamment :

- contrôler l'accès du chantier ;
- clôturer le chantier ;
- baliser les zones excavées ;

- prendre des précautions pour éviter l'envol des poussières ;
- porter des équipements de protection individuels adaptés aux risques.

Article 7.2 – Maîtrise des impacts sur l'environnement

Les déblais de terrassement et de purge réalisés dans les zones polluées devront être triés selon leurs caractéristiques physico-chimiques et orientés après analyse vers des filières autorisées et adéquates d'élimination. Dans l'attente de leur élimination, les déblais seront stockés de façon telle qu'ils ne présentent pas de risque pour l'environnement.

Un protocole de gestion des terres polluées sera défini afin de :

- contrôler l'état des terres excavées et déterminer la filière de traitement adéquate,
- contrôler l'état des terres en fond et flancs de fouilles et valider les objectifs de réhabilitation définis à l'article 4.

Article 8 - Restrictions d'usages

L'exploitant étudie les propositions de restrictions ou contraintes d'usage rendues nécessaires pour garantir des niveaux de risque acceptables pour les usagers du site notamment en termes d'utilisation des eaux souterraines, compte tenu de l'usage futur et d'une analyse des risques basée sur les objectifs de réhabilitation définis à l'article 4 du présent arrêté.

Les propositions de restrictions doivent comporter les dispositifs de restriction d'usage, les servitudes de mémoire du site, d'accès et d'entretien des piézomètres, et de la nécessaire compatibilité des projets d'aménagement futurs avec l'état environnemental du site compte tenu de la remise en état réalisée.

Les propositions de restrictions d'usage sont transmises à l'inspection des installations classées dans le délai fixé à l'article 9 du présent arrêté.

Dans le cas où l'analyse de risques résiduels finale réalisée en application de l'article 5 du présent arrêté démontre des risques résiduels supérieurs aux risques envisagés par l'analyse des risques ayant servi à l'élaboration des propositions de servitudes, l'exploitant met à jour les propositions de restrictions d'usage et transmet la mise à jour à l'inspection des installations classées en même temps que l'analyse des risques résiduels finale.

Article 9 - Délais

Les dispositions du présent arrêté devront être respectées dans les délais suivants :

- article 3 – transmission des éléments justifiant du nouveau plan parcellaire : six mois après la notification du présent arrêté ;
- article 4 – début des travaux : un mois après la notification du présent arrêté ;
- article 4 – fin des travaux : au plus tard six mois après la notification du présent arrêté ;
- article 5 – transmission de l'analyse des risques résiduels finale à l'inspection des installations classées : trois mois après la fin des travaux prévus à l'article 4 du présent arrêté ;
- article 6.1 – remise du rapport d'étude hydrogéologique: six mois après notification du présent arrêté ;
- article 6.1 – travaux de constitution du réseau piézométrique : au plus tard, trois mois à compter de l'approbation de l'inspection des installations classées suite à la remise du rapport d'étude hydrogéologique;
- article 6.1 – fin des travaux des travaux de rebouchage : au plus tard, un mois à compter de l'approbation de l'inspection des installations classées suite à la remise du rapport d'étude hydrogéologique ;

- article 8 – remise des propositions de restrictions d'usage : six mois à compter de la notification du présent arrêté.

L'ensemble de ces délais pourra être revu, après accord de l'inspection, en cas notamment de découverte de pollution non identifiée ou de difficulté technique liée à la mise en œuvre des travaux.

Article 10 - Essais pilotes

L'exploitant procède à la réalisation d'essais pilotes en vue de traiter les sols au droit de la zone A, située à proximité d'anciens stockages de toluène et en aval d'une canalisation enterrée qui a présenté une fuite en 1992.

La mise en place des essais pilotes d'air sparging/venting (ou biosparging), d'extraction multi-phase, d'excavation en zone saturée de traitement des terres par biotertre ou brassage mécanique, et des tests de traitabilité des terres seront étudiés. L'objectif de ces essais pilotes et tests de traitabilité est de déterminer et de dimensionner la mesure de gestion la plus adaptée pour cette zone d'un point de vue technico-économique.

Dans un délai de trois mois suivant la fin des essais pilotes, l'exploitant complète le dossier de suivi prévu à l'article 2 du présent arrêté de l'ensemble des résultats des analyses en précisant :

- le dimensionnement de la solution retenue ;
- l'évaluation des concentrations résiduelles attendues après traitement à la fois dans les sols et les eaux souterraines (principalement en toluène et en benzène) ;
- l'évaluation de l'effet rebond ;
- la sélection d'un réactif à injecter pour un éventuel traitement en fond de fouille ;
- l'estimation des coûts et des délais de mise en œuvre du traitement à l'échelle de la zone.

Article 11 : Frais

Tous les frais occasionnés par les travaux menés en application du présent arrêté sont à la charge de l'exploitant.

Article 12 : Sanctions

Les infractions ou l'inobservation des conditions légales fixées par le présent arrêté entraîneront l'application des sanctions pénales et administratives prévues par les dispositions du Code de l'Environnement.

Article 13 : Voies et délais de recours

La présente décision peut faire l'objet d'un recours administratif dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

- recours gracieux, adressé à M. le préfet du Nord, préfet de la région des Hauts-de-France – 12, rue Jean sans Peur – 59039 LILLE CEDEX.
- Et/ou recours hiérarchique, adressé à Monsieur le ministre de la Transition Ecologique et Solidaire – Grande Arche de la Défense - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Ce recours administratif prolonge de deux mois le recours contentieux.

En outre, cette décision peut être déférée devant le Tribunal Administratif de Lille :

1° Par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L 211-1 et L 511-1 du Code de l'environnement, dans un **délai de quatre mois** à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

Article 14 : Décision et notification

Le secrétaire général de la préfecture du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à l'exploitant et dont copie sera adressée aux :

- Maire de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE,
- Directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, chargé du service d'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement,

En vue de l'information des tiers :

- un exemplaire du présent arrêté sera déposé à la mairie de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE et pourra y être consulté ; un extrait de l'arrêté énumérant notamment les prescriptions auxquelles les installations sont soumises sera affiché à la mairie de SAINT-ANDRE-LEZ-LILLE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire,
- le même extrait sera affiché en permanence de façon visible dans l'établissement par les soins de l'exploitant, ainsi que sur le site internet des services de l'État dans le Nord (www.nord.gouv.fr - consultations et enquêtes publiques - installations classées pour la protection de l'environnement – Autres ICPE : agricoles, industrielles, etc – prescriptions complémentaires).

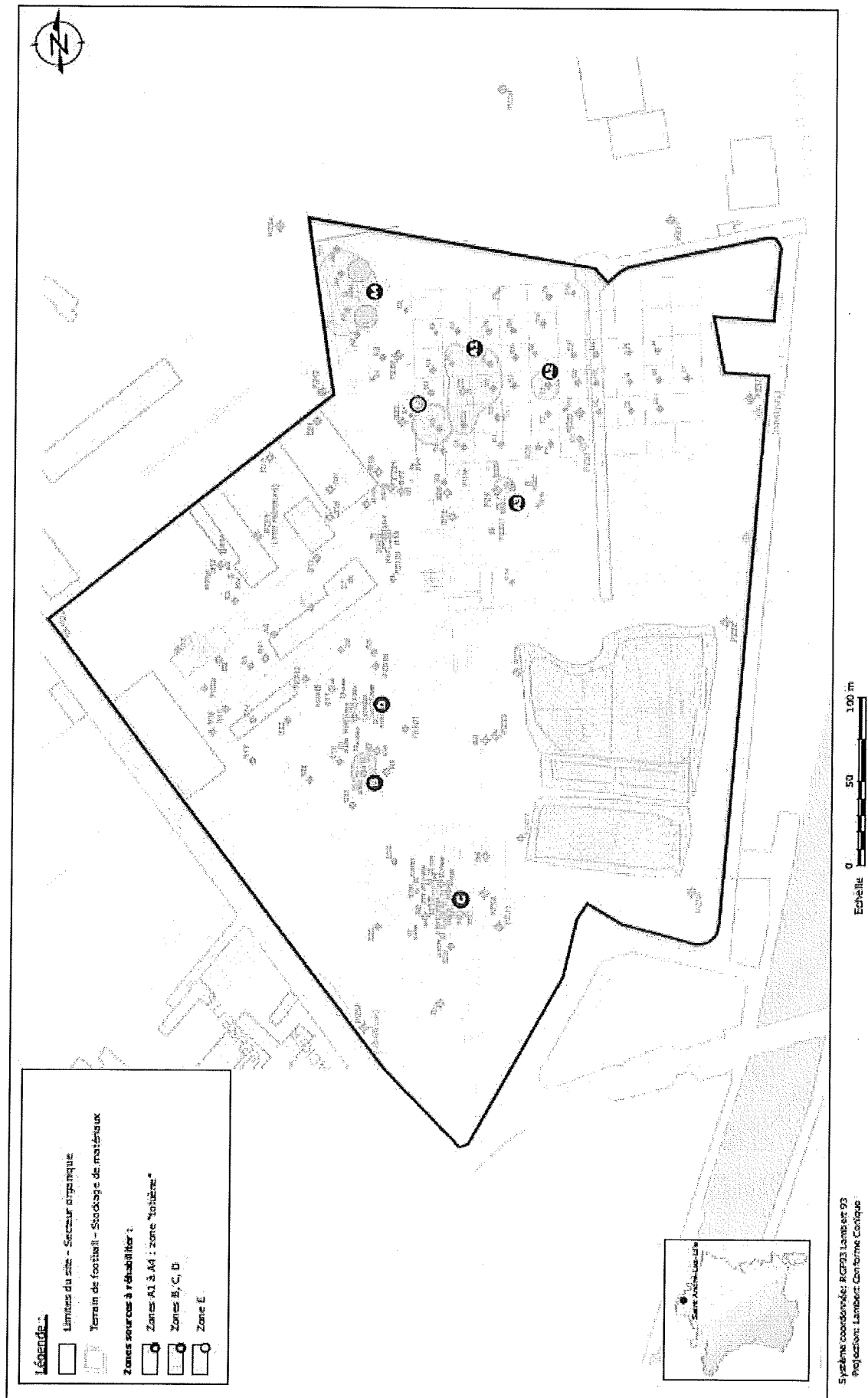
Fait à Lille, le **04 AOU 2017**

Pour le préfet,
Le Secrétaire Général Adjoint

Olivier GINEZ



Annexe 1 : Localisation des zones à traiter



Annexe 2 : Plan de division des deux phases de remise en état

